

Les syndicats dénoncent la disparition des dernières trésoreries

SOCIAL

A l'occasion de la session plénière du Conseil départemental (lire en page 5), l'intersyndicale des Finances publiques CGT, CFDT, FO et Solidaires a interpellé les élus sur l'avenir des Finances publiques dans le département.

Pour l'intersyndicale, « le Ministère est en train de relayer par notre direction départementale une véritable opération de communication pour présenter son projet de géographie revisitée dans la continuité de la destruction du service public de proximité », explique Olivier Dartin de la CGT. « Il s'agit d'un projet sur lequel la direction travaille depuis six mois en secret et sur lequel ils ont reçu l'autorisation du Ministère pour communiquer en interne et en externe. En interne ils font le tour des collègues et en externe c'est le directeur et le préfet qui a été associé à ce projet, qui font le tour des élus. On nous dit que ce n'est qu'un

projet et que la concertation reste possible jusqu'en octobre, mais c'est uniquement pour éviter le conflit social et la bronca des élus car on sait que le cadre des négociations est très restreint ». Et selon Nathalie Subrenat de FO la communication du Ministère est bien huilée, « on a eu accès à un document interne et confidentiel qui est en fait un vrai plan de communication pas à pas avec les éléments de langage à avoir auprès des élus, des agents, des usagers et même de la presse ainsi que les marges de manœuvres possibles dans le cadre d'une négociation et nous avons vu que cette marge était ridicule ».

Et ce projet est des plus inquiétants, « il est déjà abouti et validé par le Ministère et prévoit la suppression des 20 trésoreries de proximité de la Dordogne qui seront remplacées par des services comparables à Ribérac, Nontron, Périgueux, Bergerac et Sarlat. Il s'agit de ce qu'ils appellent un « back of-

fice », un travail de masse industrialisé sans relation avec le public. Et la direction a même annoncé qu'il ne faudrait pas répondre au téléphone lorsque nous serions dans ces back office et qu'il compte sur ses responsables de service pour jouer le jeu ». En plus de ça, poursuit Nathalie Subrenat, « la partie service aux entreprises qui était déjà supprimée à Nontron, le sera aussi à Périgueux et Sarlat, et ceux aux particuliers le seront à Nontron et Ribérac il n'en restera donc pour le moment que trois. Résultat des courses le centre des Finances publiques de Nontron est rayé de la carte ». Et selon Olivier Dartin, « leur projet prévoit 33 points de contact sur le département qui a aujourd'hui 18 points d'accueil du public ». De « l'enfumage » pour Nathalie Subrenat, « car ces points de contact seront dans des Maisons de service au public ou des Maisons France service, ça reste très très flou. Mais on a bien compris qu'il n'y aurait

pas, sauf à titre exceptionnel, d'agents de la DGFIP dans ces points de contact, mais vraisemblablement des agents des collectivités. C'est donc un nouveau désengagement de l'Etat au profit des collectivités qui assureront les bâtiments, le personnel et les salaires ». Et le service rendu ne sera pas comparable comme l'explique Olivier Dartin, « cela ne permettra pas à l'usager d'obtenir les réponses qu'il est venu chercher car ces agents ne sont pas formés à nos métiers. Ils seront là pour deux types de mission : la prise de rendez-vous avec un agent des Impôts et guider les usagers dans la déclaration en ligne ou le paiement dématérialisé grâce à une formation. Et nous avons connu des précédents dans le département lorsque le nombre de trésoreries a été divisé par deux. En contrepartie, la direction avait promis aux élus des permanences tenues jusqu'à deux jours par semaines dans les trésoreries fer-

mées. Mais comme la direction n'a pas mis les moyens en face, cela n'a pas duré longtemps ». Pour les agents des Finances publiques, « l'inconnu reste le nombre d'emplois qui seront supprimés et l'impact sur le service. Ils ont interdicté de communiquer sur la volumétrie des suppressions d'emploi à trois ans. Mais on sait que ce sera à minima une centaine en Dordogne », poursuit Olivier Dartin. « La seule donnée communiquée, c'est 30 à 40 départs à la retraite par an », ajoute Sylvie Royer de la CFDT. Et pour Olivier Dartin, « l'usager comme les collectivités vont se retrouver une fois de plus livrés à eux-mêmes, le service va être dégradé et ce sont une fois de plus les mêmes qui vont payer : « ceux qui ne sont rien » comme dit Macron en comparaison à « ceux qui ont réussi ».

L'ECHO DE LA DORDOGNE - 4 - Mercredi 26 juin 2019

PHILIPPE JOLIVET